



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Revendications des services départementaux d'incendie et de secours

Question écrite n° 24638

### Texte de la question

Mme Valérie Gomez-Bassac attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation sur les revendications des services départementaux d'incendie et de secours. Après des mois de grève, à l'appel de nombreuses organisations syndicales, le mouvement est persistant au sein des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Les syndicats de sapeurs-pompiers sont mobilisés depuis le mois de mars 2019. Celle-ci est consécutive à une crise qui touche de plein fouet ce service public. En effet, les soldats du feu dénoncent le manque d'effectifs et de reconnaissance de leur profession. Les syndicats déplorent des effectifs sur-sollicités, notamment par l'absence de sapeurs-pompiers professionnels en milieu rural, ce qui entraîne une augmentation du périmètre opérationnel et des délais d'intervention. Les sapeurs-pompiers revendiquent également une plus grande reconnaissance des risques qu'ils prennent pour assurer la sécurité de la population, par le biais de l'augmentation de leur prime de feu, et du dégel du point d'indice. Afin de pouvoir se concentrer sur leur cœur de métier, les pompiers souhaitent également que le secours d'urgence aux personnes soit réorganisé, et qu'une plateforme unique de réception des appels d'urgence soit créée. Les missions des sapeurs-pompiers, notamment dans le département du Var, participent au service public. Se dévouer, accepter d'être appelé, souvent le week-end ou la nuit, pour protéger ses compatriotes : c'est évidemment un des plus beaux engagements qui soient ayant pour seule ambition la protection des personnes et des biens. Aussi, dans ce contexte, elle l'interroge sur les dispositifs envisagés afin de répondre aux préoccupations des sapeurs-pompiers et au manque d'effectifs professionnels constatés.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Valérie Gomez-Bassac](#)

**Circonscription :** Var (6<sup>e</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 24638

**Rubrique :** Sécurité des biens et des personnes

**Ministère interrogé :** [Intérieur](#)

**Ministère attributaire :** [Intérieur](#)

### Date(s) clé(s)

**Date de signalement :** Question signalée au Gouvernement le 20 janvier 2020

**Question publiée au JO le :** [19 novembre 2019](#), page 10070

**Question retirée le :** 21 juin 2022 (Fin de mandat)